

Positionspapier

Initiator*innen: Comité Directeur de la JS Suisse (beschlossen am: 11.01.2023)

Titel: Plateforme électorale de la JS Suisse – élections fédérales 2023

Antragstext

A: Pour une politique climatique sociale !

La crise climatique est la plus grande crise de notre temps. Les émissions de CO2 ne cessent d'augmenter, ce qui a pour conséquence des phénomènes météorologiques extrêmes, tels que des sécheresses, des feux de forêts ou encore des ouragans, de plus en plus fréquents et violents. Les catastrophes que nous avons vues ces dernières années ne feront que de se renforcer à l'avenir. La crise climatique menace notre existence et l'avenir de l'humanité sur cette planète.

Le « Sud global » est touché de plein fouet par la crise. Des millions de personnes doivent quitter leur lieu de vie, rendu inhabitable par la crise climatique, et de nombreuses autres sont déjà décédées des suites de la crise. Les groupes sociaux déjà opprimés et discriminés, tels que les femmes, les personnes précarisées, les personnes handicapées ou encore les personnes racisées, sont particulièrement touchées. C'est pourquoi notre réponse doit être intersectionnelle et permettre la convergence des luttes.

Le « Nord global » profite de l'exploitation du « Sud global », que ce soit par l'exploitation des ressources naturelles ou de la population locale, et continue ainsi d'alimenter la crise climatique. La Suisse profite massivement de cette injustice. Ainsi, la place financière investit des milliards dans les énergies fossiles alors que les multinationales qui ont leur siège en Suisse ne se gênent pas pour exploiter des gens et des ressources dans le « Sud global », empochant ainsi des milliards.

Toutefois, nous ne voyons toujours aucune mesure efficace dans la Suisse dominée

24 par la bourgeoisie. Ces dernières années, la réponse de la Suisse à la crise
25 climatique s'est limitée à la responsabilité individuelle et à l'innovation. Or,
26 la crise climatique n'est pas causée par le comportement d'individus, elle est
27 systémique. En effet, une véritable protection du climat est impossible dans le
28 capitalisme, car il place le profit au-dessus de tout et se base sur
29 l'exploitation des êtres humains et de la nature..
30 Nous avons urgemment besoin d'une autre politique climatique. Au lieu de faire
31 payer la majorité de la population avec des taxes incitatives, il faut faire
32 payer les profiteuse·eurs de la crise climatique : les ultra-riches. Quant aux
33 mesures financées, elles doivent elles aussi être socialement justes. Il serait
34 inadmissible que des gens perdent leur travail ou doivent payer des loyers plus
35 élevés en raison de mesures de protection du climat. Nous voulons une politique
36 climatique sociale, qui améliore la vie des 99% !
37 Pour éviter les pires conséquences de la crise climatique et se donner la chance
38 d'avoir un avenir, nous devons agir maintenant ! La Suisse a une importante
39 responsabilité historique en la matière, car elle a déjà émis des quantités
40 excessives de CO2 avec l'industrialisation. La Suisse doit donc attendre la
41 neutralité carbone d'ici 2030. Nous avons urgemment besoin d'une politique
42 climatique sociale et efficace, pour les 99% et pour notre avenir.

43 44 **Revendication 1 : des logements écologiques pour tous·tes** 45 **financés par un impôt sur les successions des ultra-riches**

46 La lutte contre la crise climatique est l'un des plus grands défis de
47 l'humanité. Pour échapper à la crise climatique, des changements sont
48 nécessaires dans à peu près tous les domaines de nos vies. Cela représente un
49 processus de transformation long et extrêmement coûteux. C'est aux personnes qui
50 ont le plus profité de l'exploitation et de la destruction de notre planète de
51 payer. Ce sont ces personnes qui, avec leur immense fortune accumulée sur
52 plusieurs générations, continuent d'alimenter la crise climatique avec leurs
53 investissements : les ultra-riches. Il est donc juste d'aller chercher l'argent
54 pour protéger et réparer la planète auprès de ces personnes. C'est notamment ce
55 que nous faisons avec notre « initiative pour l'avenir ». C'est ainsi que, avec
56 un impôt sur les successions au-dessus d'une franchise de 50 millions, nous
57 faisons payer les 2000 personnes les plus riches de Suisse. Une part de
58 l'argent ainsi obtenu nous permettrait de financer la rénovation énergétique de
59 tous les logements en Suisse. Ainsi, avec des subventions pour le remplacement
60 des chauffages, l'isolation des logements situés dans bâtiments anciens, la mise
61 en place de panneaux solaires sur les toits et de nombreuses autres mesures,
62 nous pourrions drastiquement diminuer les émissions de gaz à effet de serre
63 issues du secteur du bâtiment. En finançant des dizaines de milliers de bourses
64 pour la formation de monteuse·eurs, d'électricien·nes et d'autres

65 travailleuse·eurs spécialisé·es, nous pourrions garantir que le personnel
66 nécessaire sera à disposition. Enfin, le financement par un impôt sur les
67 successions des ultra-riches nous permettrait de garantir que les locataires
68 n'aient pas à payer ces rénovation énergétique. Notre but est simple : des
69 logements écologiques pour tous·tes !

70 **Revendication 2 : une place financière durable sous contrôle** 71 **démocratique**

72 La place financière suisse est l'une des plus importantes au monde. Chaque
73 année, des milliards de francs sont investis dans les énergies fossiles, ce qui
74 contribue à alimenter la crise climatique. Les banques et les caisses de
75 pensions s'enrichissent donc aux dépens de notre avenir ! Nous avons besoin
76 d'une transformation en profondeur de notre système financier, afin qu'il
77 fonctionne non plus pour enrichir les grandes entreprises et les ultra-riches
78 mais pour le bien-être et l'avenir de tous·tes. Tant que la place financière
79 sera dirigée par des investisseur·es privé·es, elle ne pourra pas fonctionner
80 dans l'intérêt de la majorité de la population. Une démocratisation complète de
81 la place financière est donc une condition sine qua non pour que celle-ci puisse
82 devenir écologique. Nous exigeons que la population puisse décider aux côté des
83 employé·es de la stratégie des institutions financières. Dans cette optique, un
84 « conseil démocratique des banques » élu par la population et les employé·es et
85 représentatif de la population doit être mis en place et définir la stratégie
86 des institutions financières suisses. Le système financier actuel ne permet pas
87 une protection sérieuse du climat – pour cela, il faut plus de démocratie !

88 **Revendication 3 : pour une transformation écosocialiste de** 89 **l'économie**

90 Notre système économique est fondé sur la croissance illimitée et la
91 maximisation du profit – et ce à tout prix. Le mythe de la possibilité d'une
92 croissance illimitée est entretenu aux dépens des gens et de l'environnement.
93 Les travailleuse·eurs sont exploité·es et l'environnement détruit, afin de
94 permettre la maximisation des profits d'une petite minorité. Dans un tel
95 système, une protection du climat efficace est impossible, tout comme une
96 justice sociale à l'échelle mondiale. Jamais l'exploitation des
97 travailleuse·eurs et de la planète ne pourront s'arrêter dans une économie de
98 marché capitaliste. C'est pourquoi une transformation radicale et complète du
99 système actuel est nécessaire, afin de mettre en place une planification
100 démocratique et écologique de l'économie. Le seul moyen de surmonter la crise
101 climatique est une transformation écosocialiste.
102 Au sein du Parlement, nous ne pourrions certes pas changer de système mais nous

103 pourrons porter des revendications qui vont à l'encontre de la logique
104 destructrice de maximisation du profit à court terme. Nous pourrons par exemple
105 revendiquer une garantie minimale de 10 ans pour tous les biens durables et
106 semi-durables (vêtements, objets électroniques, etc.). Ainsi, les entreprises ne
107 pourront plus avoir recours à des matériaux de mauvaise qualité, produire des
108 biens irréparables ou encore à l'obsolescence programmée, tout cela pour
109 maximiser leurs profits. Une autre revendication que nous pourrions porter est
110 la nationalisation des grandes entreprises et leur placement sous contrôle
111 démocratique, afin de garantir une production écologique et socialement juste.
112 Pour aller plus loin :

- 113 • [Sortons de la crise climatique : une vie épanouissante pour toutes et tous](#)
114 [!](#)
- 115 • [System change not climate change, ce que la Suisse doit faire contre la](#)
116 [catastrophe climatique : la prospérité collective au lieu de profit privé](#)
- 117 • [Loi CO2 : il faut une politique pour les 99% et pas contre elles et eux](#)
- 118 • [Résolution sur le mouvement de la Grève du Climat](#)

119 **Sous-thème 1 : Travailler moins, travailler mieux et** 120 **tous·tes – de manière écologique**

121 Pour construire une société écologique, nous devons transformer en profondeur
122 l'ensemble de l'économie. Toutes les activités doivent être transformées de
123 manière à être respectueuses de l'environnement. Les secteurs qui ne peuvent pas
124 l'être – tels que ceux des énergies fossiles, de l'automobile ou de l'aviation –
125 doivent être partiellement ou totalement fermés. Toutefois, il n'est pas
126 question que cela se fasse sur le dos des travailleuse·eurs de ces secteurs.
127 C'est pourquoi des programmes de reconversion écologique gratuits doivent être
128 mis en place à grande échelle, avec des formations continues ainsi que des
129 garanties de revenus pour les personnes qui ne retrouveraient pas de travail.
130 Pour faire face à la crise climatique, l'État doit créer de nombreux emplois
131 écologiques, par exemple dans le domaine des énergies renouvelables ou dans
132 celui de la rénovation énergétique des bâtiments. Enfin, le temps de travail
133 doit être réduit radicalement afin de lutter contre la surproduction et afin
134 d'éviter les émissions dues aux activités productives, de mieux partager le
135 travail et de lutter contre le chômage. Pour les revenus de moins de 7500 CHF,
136 cette réduction ne doit pas entraîner de baisse de salaire.
137 Pour aller plus loin : Travailler pour vivre et non vivre pour travailler

138 **Sous-thème 2 : Pour des transports écologiques, collectifs**
139 **et efficaces !**

140 Le secteur des transports est aujourd'hui le secteur le plus polluant en Suisse.
141 Ainsi, il est responsable de près d'un tiers de émissions domestiques. Il est
142 donc urgent de tourner le dos au transport individuel motorisé et aux moteurs à
143 combustion. Mais il n'est pas question que cela entraîne des coûts
144 supplémentaires pour la population ou que cela contribue à l'isolement des
145 personnes habitant dans les régions périphériques. À court terme, nous exigeons
146 une interdiction de construction de nouvelles autoroutes ainsi qu'une
147 interdiction du transport motorisé individuel dans les hypercentres.
148 Parallèlement, une extension massive du réseau de transports publics et une
149 augmentation de la fréquence est nécessaire. Les transports publics doivent être
150 gratuits afin de ne pas constituer une charge financière supplémentaire pour les
151 ménages et accélérer le transfert modal. De plus, un réseau de trains de nuit à
152 destination de toute l'Europe doit être mis sur pied, afin de remplacer les vols
153 court et moyen-courrier. En ce qui concerne la mobilité douce, le réseau de
154 pistes cyclables doit être massivement étendu et les centres urbains doivent
155 être piétonisés et végétalisés.

156 **Sous-thème 3 : Sortir des énergies fossiles, maintenant !**

157 Face à la crise climatique, nous devons urgemment sortir des énergies fossiles.
158 Pour éviter le pire, cela doit être fait d'ici 2030. Il est donc nécessaire de
159 mettre en place immédiatement un plan de développement massif des énergies
160 renouvelables et de leur capacité de stockage. Dans ce cadre,
161 l'approvisionnement énergétique doit être en premier lieu du ressort de l'État :
162 il doit être financé de manière publique, planifié et contrôlé de manière
163 démocratique ! Le marché est incapable d'organiser la transition énergétique
164 urgemment nécessaire – et encore moins de manière socialement juste. Pour la
165 mettre en œuvre, nous avons besoin d'investissements à hauteur de milliards et
166 de prix progressifs pour l'énergie, qui garantissent une énergie abordable pour
167 la majorité de la population et rendent la consommation de luxe plus chère.
168 Enfin, des moyens doivent être mis à disposition pour la formation de plusieurs
169 dizaines de milliers personnes dans ce domaine, par exemple pour l'installation
170 des panneaux solaires.

171 *Pour aller plus loin : Pénurie d'énergie : [les 99% ne doivent pas subir les](#)*
172 *[conséquences des erreurs de la droite](#)*

173 **Sous-thème 4 : Pour une production alimentaire locale et**
174 **écologique !**

175 L'agriculture est un domaine absolument fondamental de toute société puisqu'il
176 nous permet de satisfaire le besoin de base qu'est se nourrir. Il est
177 aujourd'hui responsable de 14% des émissions de CO2 domestiques. Toutefois,
178 comme une partie importante de la nourriture consommée en Suisse est produite à
179 l'étranger, l'impact écologique de la consommation alimentaire est en réalité
180 nettement plus important. Face à la crise climatique, l'ensemble du secteur
181 agricole doit se convertir à un mode de production écologique (agroécologie), ce
182 qui exige une mise à disposition de moyens aux personnes travaillant dans
183 l'agriculture afin de permettre cette conversion. En outre, il faut des normes
184 écologiques et éthiques plus élevées pour les importations ainsi que pour les
185 accords internationaux. Cette conversion implique une fermeture des grandes
186 exploitations et une relative désintensification de l'agriculture, en misant sur
187 plus de gens dans les champs au lieu de toujours plus de machines et de
188 produits. De plus, elle nécessite une limitation de l'élevage et de la
189 production de viande. C'est pourquoi, l'élevage doit être exclu dans les espaces
190 où une production alimentaire végétale serait possible. La production
191 alimentaire doit également être relocalisée, les circuits courts privilégiés et
192 la souveraineté alimentaire mise en œuvre. Concrètement, cela signifie une
193 protection de la production alimentaire locale, des liens directs entre
194 paysan·nes et mangeuse·eurs, ainsi que des meilleures conditions de travail pour
195 les paysan·nes. Enfin, les prix des denrées alimentaires doivent être
196 accessibles pour tous·tes, afin que tout le monde puisse avoir accès à une
197 alimentation locale, bio et saine.

198 Pour aller plus loin :

- 199 • [Solidaire et socialiste : pour l'agriculture de demain](#)
- 200 • [L'alimentation et l'agriculture nous concernent toutes et tous](#)
- 201 • [Libre-échange avec l'Indonésie : une nouvelle absurdité pour la cupidité](#)
202 [des 1%](#)
- 203 • [Non à l'accord avec le Mercosur](#)

204 **Sous-thème 5 : Pour une justice climatique internationale !**

205 Les populations du « Sud global » sont d'ores et déjà durement touchées par la
206 crise climatique et cette tendance va fortement s'accroître durant les années à
207 venir. Ceci alors même que ce sont précisément les personnes les moins
208 responsables de cette crise. C'est pourquoi nous exigeons l'annulation de la
209 dette des pays du « Sud global » envers la Suisse. Ainsi, aujourd'hui les pays
210 du « Sud global » doivent s'acquitter de dettes faramineuses envers les pays du

211 « Nord global », ce qui les empêche d'investir dans la lutte contre la crise
212 climatique et l'adaptation vis-à-vis de celle-ci. Toutefois, une simple
213 annulation de la dette ne suffit pas : la Suisse et les pays du « Nord global »
214 doivent également fournir des moyens financiers aux pays du « Sud global » pour
215 lutter contre et s'adapter à la crise climatique. Dans ce cadre, la Suisse doit
216 verser, en plus des paiements existants, au moins un milliard de franc par année
217 aux pays du « Sud global » pour la lutte contre la crise climatique et la
218 protection contre ses effets. Enfin, comme la crise climatique est en train de
219 rendre des régions entières du globe inhabitables, celle-ci doit être reconnue
220 comme motif pour obtenir l'asile.
221 Pour aller plus loin :

- 222 • [Halte à l'exploitation du Sud Global !](#)

- 223 • [Pour une justice climatique internationale, abolissons la dette souveraine](#)
224 [des pays du Sud Global](#)

225 **B : Pour une économie des 99% !**

226 Tous les biens et services que nous produisons le sont aujourd'hui dans le cadre
227 d'une économie capitaliste : toi et moi travaillons et créons ainsi de la
228 richesse, mais les "outils" que nous utilisons et les entreprises au sein
229 desquelles nous travaillons ne nous appartiennent pas. Ainsi, les bénéfices
230 créés ne vont pas dans le porte-monnaie des travailleuse·eurs, mais dans la
231 poche des capitalistes et actionnaires. Ces dernière·ers cherchent
232 continuellement à maximiser leurs profits, et vont pour cela tenter de produire
233 plus et de faire baisser les coûts de production. Comment ? En exploitant les
234 ressources naturelles, les pays du « Sud global »
235 et les travailleuse·eurs. Cela résulte d'abord en d'énormes inégalités : en
236 Suisse, 1% le plus riche possède 44% des richesses ! Et à l'échelle mondiale, la
237 colonisation des pays du « Sud global » par ceux du « Nord global » pour des
238 motifs capitalistes a introduit des grandes différences de développement
239 économique et de niveaux de vie dont souffrent aujourd'hui encore les
240 populations du « Sud global ». Le colonialisme de hier n'a toutefois pas disparu
241 : il s'est transformé en des relations de dépendance économique, politique,
242 militaire et culturelle. Le but est le même : des profits, toujours plus de
243 profits pour les ultra-riches.
244 Mais si cette course à l'enrichissement est infinie, le monde et ses ressources
245 ne le sont pas. La crise climatique actuelle bien est la conséquence directe du
246 système de production capitaliste, et c'est toujours aux 99% d'en subir les
247 conséquences négatives. Inflation, crises économiques ou crise climatique ne
248 sont pas des "erreurs de parcours", mais dans la nature même du capitalisme.
249 Il est aujourd'hui possible de changer de système et de faire enfin passer nos

250 besoins avant leurs profits. Et il est urgent de transformer radicalement notre
251 façon de nous organiser pour couvrir nos besoins car notre avenir est menacé par
252 la crise climatique. Nous voulons une autre économie, une économie basée sur les
253 besoins des gens et les capacités de l'environnement ! Nous voulons une économie
254 solidaire qui répartit le travail du care de manière juste en son sein. Nous
255 voulons une économie où toutes les personnes soient libres de travailler comme
256 elles le désirent. Nous voulons une économie qui produise mieux, en fonction de
257 ce dont on a besoin, et non toujours plus. Nous voulons une économie qui puisse
258 garantir une vie épanouissante pour tou·tes !

259 **Revendication 1 : La formation n'est pas un luxe : pour une rémunération digne**
260 **des apprentissages et des stages !**

261 Qu'une jeune personne décide de suivre une formation professionnelle ou une
262 formation gymnasiale/universitaire, elle doit pouvoir trouver ensuite un emploi
263 pour pouvoir payer ses factures une fois adulte. Mais le chemin entre la fin de
264 l'enseignement obligatoire et une place de travail stable est souvent précaire
265 pour les personnes qui n'ont pas le privilège de pouvoir compter sur le soutien
266 financier de leurs parents. Cela doit changer car la formation n'est pas un luxe
267 !

268 Les apprenti·es reçoivent des salaires de misère alors qu'iels fournissent du
269 travail précieux pour les entreprises formatrices. Les contrôles effectifs des
270 conditions d'apprentissage manquent encore. Concernant les stagiaires, leur
271 salaire moyen s'approche des 2000 francs, soit en dessous du seuil de pauvreté
272 et sans parler des stages non-rémunérés. Alors qu'il est de plus en plus attendu
273 des jeunes de faire des stages afin d'avoir une chance de trouver un emploi,
274 iels n'ont même pas la certitude d'être rémunéré·es ou d'obtenir un emploi ou
275 une place de formation.

276 Nous voulons enfin une rémunération digne des apprenti·es et stagiaires ! Nous
277 voulons une garantie d'emploi pour les stagiaires et apprenti·es à l'issue de
278 leurs formation. Les stages et les apprentissages doivent enfin bénéficier de
279 conditions de travail justes, avec un encadrement adéquat permettant une réelle
280 formation des apprenti·es et stagiaires.

281 **revendication 2 : L'argent ne travaille pas, toi si ! Taxer**
282 **davantage les revenus du capital.**

283 Les politiques néolibérales des dernières décennies ont permis à la minorité la
284 plus riche de la population de s'enrichir de plus belle : elles ont grandement
285 démonté les mécanismes fiscaux qui permettent à l'État de lutter activement
286 contre les inégalités de richesses. Nous voulons donc une politique fiscale
287 juste qui profite aux 99% et non aux ultra-riches et aux multinationales !
288 Pour ce faire, nous voulons enfin taxer davantage les revenus du capital, comme
289 les dividendes et les bénéfices sur action. Alors que les 99% créent la

290 prospérité de notre société avec leur travail, les capitalistes et les
291 actionnaires s'enrichissent seulement grâce à leur argent, gagné sur le dos des
292 99 %. Il est grand temps que ces revenus obtenus sans rien faire soient taxés 1
293 fois et demi plus que les revenus du travail, comme le voulait l'initiative 99%.

294 **revendication 3 : Pour une économie sociale et écologique** 295 **planifiée démocratiquement !**

296 Aujourd'hui, nous vivons dans un système économique basé sur le profit à court
297 terme et la croissance illimitée de la production. Ce système fonctionne
298 uniquement dans l'intérêt d'une petite minorité de la population. Il a pour
299 conséquence une exploitation des gens et des ressources naturelles. Nous voulons
300 mettre fin à ce système inégalitaire et destructeur et construire une économie
301 pour les 99% par les 99 % grâce à une planification écologique et sociale !
302 Nous ne pouvons plus tolérer que des entreprises surpuissantes décident de ce
303 qui est produit et inondent notre société d'une quantité non-nécessaire de biens
304 polluants et de basse qualité. Nous voulons décider ensemble à différentes
305 échelles de ce qui est produit et comment, afin de satisfaire les besoins de
306 l'ensemble de la population, tout en respectant les capacités de
307 l'environnement.

308 **Sous-thème 1 : Une réduction radicale du temps de travail et** 309 **de meilleures conditions de travail pour tous·tes !**

310 Dans le système capitaliste dominant, on comprend généralement le travail comme
311 les heures quotidiennes que beaucoup d'entre nous passent à travailler comme
312 salarié·es dans une entreprise. Mais ce n'est pas que lorsqu'on gagne de
313 l'argent que l'on travaille : le travail desoin (travail de care) représente
314 encore plus de temps que le travail salarié, et il est aujourd'hui encore abattu
315 à 60% par les femmes. Nous voulons donc réduire le temps de travail à salaire
316 égal pour vivre mieux, lutter contre la crise climatique et partager le travail
317 du care non-rémunéré de façon plus égalitaire ! Réduire le temps de travail
318 permettrait également de mieux répartir les profits générés par l'augmentation
319 récente de la productivité, profits qui vont en majorité dans la poche des plus
320 riches et non des personnes qui ont travaillé pour les créer.
321 Le travail de soin est non seulement systématiquement invisibilisé et
322 dévalorisé, il est aussi extrêmement mal réparti. Ainsi, le travail de soin
323 tombe encore trop souvent sur les épaules des personnes ayant une socialisation
324 féminine, alors que prendre soin, c'est la responsabilité de tou·tes. Mais nous
325 manquons aujourd'hui non seulement de temps, mais aussi d'infrastructures
326 collectives qui nous permettent de partager ces tâches de manière volontaire.
327 Que ce soit des garderies entre voisin·es, des cantines populaires ou des

328 maisons de quartier, nous avons besoin d'espaces collectifs adéquats pour mieux
329 partager les tâches de travail du care !

330 En ce qui concerne le travail salairé, de nombreuses personnes ont de la peine à
331 finir leur mois avec leur salaire actuel. Loyer, formation continue,
332 alimentation, loisirs, prime d'assurance maladie, facture d'électricité,
333 vacances... Les coûts de la vie sont hauts, et particulièrement pour les personnes
334 issues des classes populaires et de groupes minorisés. Pour couvrir ces coûts,
335 la majorité des gens doivent travailler, et ce travail est précieux : il est la
336 base de notre vie en société et de la création de valeur. C'est pourquoi, en
337 Suisse, tout le monde doit gagner suffisamment pour se permettre de vivre dans
338 la dignité. Cela correspond actuellement à un salaire minimum de 5'000 francs
339 par mois, qui doit être adapté en permanence.

340 La pandémie de coronavirus a mis un coup de projecteur sur les problèmes
341 fondamentaux de notre système de santé, orienté par les profits : des sous-
342 investissements chroniques et un manque important de personnel soignant.
343 L'initiative pour les soins infirmiers doit enfin être appliquée justement ! Les
344 conditions de travail dans les métiers des soins doivent être radicalement
345 améliorées pour que les personnes nouvellement formées puissent prodiguer des
346 soins suffisants et de qualité.

347
348 Et parce que nous travaillons pour vivre et ne vivons pas pour travailler, nous
349 demandons une augmentation du nombre de semaines de vacances et la semaine de 25
350 heures avec le même salaire. Celle-ci permet une répartition plus équitable du
351 travail de care, réduit le stress lié au travail salarié et favorise
352 l'engagement en faveur de la société ainsi que la santé mentale.

353 **Sous-thème 2 : une redistribution des richesses aux 99 % !**

354 Travail des enfants, déforestation, pollution des rivières ou exploitation de
355 mines dangereuses : les multinationales n'ont souvent aucune scrupule quand il
356 s'agit de maximiser leurs profits. Exploitant les pays du « Sud global », elles
357 se créent un avantage concurrentiel grâce à un système capitaliste qui leur
358 permet de générer des milliards de dollars. Nous voulons que les entreprises
359 multinationales dont le siège social est en Suisse soient enfin tenues
360 responsables de leurs actes. Le minimum à faire est de respecter les droits
361 humains et les normes environnementales ! L'impunité des multinationales, c'est
362 fini !

363 Alors que les multinationales se moquent des droits humains dans le « Sud global
364 », elles cherchent également à minimiser leurs coûts de production en Suisse.
365 Ainsi, les rares salaires minimums cantonaux existants sont attaqués par une
366 droite bourgeoise qui ne connaît pas les difficultés à boucler ses fins de mois,
367 ceci alors que les écarts salariaux entre le plus bas et le plus haut salaires
368 au sein des entreprises suisses continuent d'augmenter. Nous voulons donc la
369 limitation des plus hauts salaires dans une entreprise à une hauteur

370 correspondant au maximum à 5 fois le plus bas salaire.
371 Quant aux collectivités publiques, elles se livrent à une concurrence fiscale
372 intercantonale, qui n'est rien d'autre qu'une véritable course vers le bas au
373 détriment des 99 % : les cantons pratiquent des taux d'imposition très
374 différents mais toujours plus bas pour attirer les multinationales et les ultra-
375 riches. Résultat : certains cantons imposent des mesures d'austérité et des
376 coupes dans les services publics. Il est grand temps d'introduire des mesures
377 d'harmonisation fiscale à l'échelle suisse ! La péréquation financière, soit la
378 solidarité entre cantons, doit également être renforcée au bénéfice des cantons
379 périphériques.

380 **Sous-thème 3 : pour un Etat social fort !**

381 Lutter contre les inégalités passe d'un côté par le fait d'aller chercher
382 l'argent auprès des plus riches, et de l'autre côté par sa redistribution dans
383 les services publics, les assurances sociales ou les retraites. Pour une
384 économie forte, au service de tou·tes et de l'environnement, nous avons besoin
385 d'un Etat social fort dans toutes les régions de Suisse. Que ce soit les
386 crèches, l'éducation, la santé ou les transports publics, les services publics
387 doivent être assurés directement par l'Etat, être abordables et déterminés par
388 les besoins de la population.

389 La santé de la population est en danger depuis que les intérêts des assurances
390 maladies privées ont pris le dessus sur la santé publique. Primes qui s'envolent
391 et économies sur le dos des personnes les plus vulnérables et du personnel de
392 santé à cause de la libre concurrence : nous voulons mettre fin à cela et
393 introduire une caisse maladie unique et populaire ! Nous voulons également une
394 prise en charge totale, sans franchise et sans quote-part, des frais de santé
395 mentale, de santé sexuelle et de soins dentaires.

396 Pour aborder la retraite de manière digne également, le système de retraites
397 doit être repensé pour couvrir les besoins de tou·tes. La gestion interne des
398 caisses de pensions, bien que souvent formellement démocratique, ne l'est que
399 rarement dans les faits. Nous voulons créer une caisse de pension populaire,
400 gérée de manière publique, fusionnant le premier et le deuxième pilier, financée
401 par solidarité et garantissant une rente d'au moins CHF 5'000.- à tou·tes.

402 **Sous-thème 4 : un logement abordable pour tou·tes**

403 Chaque personne doit pouvoir vivre dans un logement qui offre l'intimité
404 nécessaire et dont le niveau d'aménagement permet de vivre dignement. Seulement
405 40% des gens en Suisse possèdent leur logement. Les autres personnes ayant un
406 logement le louent et doivent parfois dépenser une grande partie de leur revenu
407 pour se loger. Par exemple, les ménages dont le revenu brut est inférieur à 4000
408 francs dépensent en moyenne 35% de leur revenu pour se loger. Et une grande

409 partie des profits des propriétaires est illégale : les loyers sont 40% trop
410 chers par rapport à la limite légale des rendements locatifs. Nous voulons
411 l'introduction de contrôles effectifs et l'interdiction des profits sur nos
412 logements !
413 De plus, au moins 2 200 personnes sont actuellement sans abri en Suisse. Se
414 loger dignement ne doit pas être un privilège, mais un droit ! Des logements
415 sociaux et d'urgence doivent être mis à disposition de toute personne dans le
416 besoin, en particulier dans les villes. Les expulsions doivent être interdites,
417 et la Confédération doit investir dans la réinsertion en société des personnes
418 en détresse.
419 Face à la crise climatique, il ne suffit pas que chacun·e ait accès à un
420 logement abordable, encore faut-il qu'il soit écologique. Un logement
421 écologique, c'est un logement qui garantit une consommation énergétique durable,
422 un accès aux services publics et qui permette le vivre-ensemble. Pour ce faire,
423 les propriétaires doivent garantir la rénovation des logements sans que les
424 coûts puissent être répercutés sur les locataires ou que suive une résiliation
425 de bail. Et nous voulons que l'État fournisse une aide à l'accès à la propriété
426 pour les personnes désirant créer des coopératives de logement.

427
428

C : Refugees are welcome here!

429 Les mécanismes migratoires sont multiples et complexes, tout comme leurs causes.
430 Toutefois, une analyse de ceux-ci permet de mettre en évidence certaines
431 dynamiques communes.
432 Avec leur dumping fiscal, la Suisse et d'autres pays du « Nord global »
433 favorisent la fuite des capitaux. Pour échapper à la pauvreté induite par le
434 système, de nombreuses personnes sont forcées à fuir et suivre le capital là où
435 il s'accumule en raison du système économique capitaliste et de la colonisation
436 en lien avec celui-ci : dans le « Nord global ». La recherche de profits du 1 %
437 le plus riche est responsable de conflits armés dans le monde entier. Souvent,
438 les conflits portent sur des territoires et ressources exploités par des
439 multinationales. Au sein d'un système capitaliste, ce ne sont donc pas seulement
440 les gens qui sont exploités mais aussi l'environnement, ce qui alimente la crise
441 climatique. La destruction de l'environnement qui en résulte sape les bases
442 existentielles de nombreuses personnes et la migration devient alors souvent
443 leur seule chance de survie.
444 Le fondement de la migration forcée est donc le système capitaliste. Mais cela
445 ne s'arrête pas là : ce système exerce également une influence directe sur la
446 perception de la migration au sein de la société. Ainsi, les personnes
447 appartenant aux classes sociales supérieures ont le privilège de pouvoir choisir
448 librement leur domicile et d'être désignées comme « expats ». À l'inverse, les
449 personnes qui n'ont pas de moyens financiers sont obligées de prendre de grands

450 risques pour garantir leur survie.
451 Durant la dernière décennie en particulier, la migration a été transformée en un
452 prétendu problème de sécurité pour l'Europe dans le débat public. Ce cadrage
453 légitime la militarisation des frontières extérieures de l'UE et la violence
454 envers les réfugié·es. Dans notre société actuelle, les droits, les conditions
455 de vie et les chances d'une personnes sont déterminées par son lieu de
456 naissance. Les frontières servent à créer des inégalités et à les légitimer
457 ainsi qu'à diviser les travailleuse·eurs. Nous combattons toute forme de
458 frontières nationales.
459 En Suisse, il y a de graves dysfonctionnements dans le domaine de la migration.
460 Les campagnes racistes fondées sur la peur font partie du quotidien politique.
461 Les services de sécurité et le personnel d'accompagnement des requérant·es
462 d'asile sont de plus en plus souvent remplacé·es par des grandes entreprises
463 privées non qualifiées. Bien trop peu de moyens sont mis à disposition pour des
464 hébergements et un accompagnement dignes. Les personnes qui en souffrent sont
465 justement celles qui sont venues ici à la recherche d'une vie meilleure et d'un
466 avenir. Prenons enfin notre responsabilité au sérieux en tant que société et
467 offrons à tout le monde une vie digne !

468 **Revendication 1 : Droit de vote et d'éligibilité pour toutes** 469 **Les personnes vivant en Suisse**

470 La démocratie est absolument centrale pour une société où les gens sont libres.
471 De la même manière que nous nous engageons pour une gestion démocratique de
472 toutes les entreprises par les travailleuse·eurs, nous nous engageons pour une
473 société organisée de manière fondamentalement démocratique à tous les niveaux.
474 En Suisse, il existe de grands déficits en ce qui concerne la participation
475 démocratique de la population. Un peu plus de 50 ans après l'introduction du
476 droit de vote et d'éligibilité des femmes, une part non négligeable de la
477 population reste exclue du débat démocratique. Ainsi, plus d'un quart des
478 personnes vivant en Suisse n'ont pas de passeport suisse. Bien qu'une grande
479 partie de la population issue de la migration vive en Suisse depuis des années,
480 y travaille et soit soumise aux mêmes obligations que la population disposant du
481 droit de vote et d'éligibilité, elle reste exclue de toute forme de
482 participation politique. Plus de 2,2 millions de personnes doivent donc laisser
483 les autres décider pour elles sans avoir leur mot à dire.
484 Pour nous, toutes les personnes devraient pouvoir participer aux décisions à
485 l'endroit où elles vivent. Certains cantons et communes, avant tout en Romandie,
486 ont déjà accordé le droit de vote et d'éligibilité à tous·tes leurs habitant·es.
487 Nous exigeons que toutes les personnes domiciliées en Suisse depuis un an aient
488 le droit de vote et d'éligibilité, peu importe leur permis de séjour.

489 **Revendication 2 : naturalisation automatique**

490 En Suisse, le taux de naturalisation est bas, et ce de manière stable. Plusieurs
491 raisons expliquent cela, dont le service militaire ou l'obligation d'abandonner
492 sa nationalité d'un autre État (selon le pays) lors de la naturalisation.
493 Toutefois, la raison principale en est que la naturalisation est un processus
494 coûteux, parcouru de racisme et donc largement inaccessible.
495 Depuis des années, les partis bourgeois multiplient les obstacles financiers et
496 administratifs à la naturalisation. Même des personnes dont la famille est en
497 Suisse depuis trois ou quatre générations doivent suivre un processus de
498 naturalisation laborieux pour obtenir la nationalité suisse. Dans de nombreuses
499 communes, l'assemblée communale continue de décider directement des
500 naturalisations. À plusieurs reprises, des naturalisations ont été refusées en
501 raison de différends personnels ou de préjugés xénophobes et racistes – une
502 situation intenable. Plus généralement, la naturalisation exige le dépôt d'une
503 demande et son paiement, demande liée à des exigences élevées et une forte
504 intrusion dans la vie privée des dépositaires de la demande. Ce processus
505 arbitraire est démotivant et constitue un grand obstacle, surtout pour de
506 nombreuses·x travailleuse·eurs.
507 Personne ne choisit son lieu de naissance – le destin de chacun est attribué au
508 hasard. Celles·eux qui ont de la chance reçoivent une nationalité suisse et des
509 droits... qui resteront pour toujours inaccessible à d'autres. Pour nous, il est
510 clair que chaque personne qui vit ici et fait donc partie de la société doit non
511 seulement avoir les mêmes obligations, mais aussi les mêmes droits. C'est
512 pourquoi nous exigeons que toutes les personnes domiciliées en Suisse obtiennent
513 automatiquement la nationalité suisse après 5 ans. De plus, les enfants nés en
514 Suisse doivent également recevoir automatiquement la nationalité suisse. Il ne
515 doit pas y avoir de conditions supplémentaires, tels que des examens ou des
516 tests qui constitueraient un obstacle à disposer des mêmes droits.

517 **Revendication 3 : Pour un meilleur traitement des** 518 **requérant·es d'asile**

519 Lorsque la perspective d'un avenir sûr là où on vit n'est plus possible et que
520 notre vie actuelle ne peut pas se poursuivre dans la sécurité physique,
521 psychique et matérielle, la fuite vers un endroit sûr est inévitable. Que ce
522 soit en raison d'une guerre ou de la famine, pour des raisons politiques,
523 économiques ou en raison d'une catastrophe naturelle ne devrait pas importer.
524 Chaque être humain doit être traité avec humanité.
525 Aujourd'hui, partout en Suisse, les requérant·es d'asile sont hébergé·es dans
526 des bunkers, des infrastructures militaires isolées ou des bâtiments mal
527 entretenus. Ces hébergements se caractérisent par un manque de sphère privée,
528 d'hygiène et de place. Les majorités politiques de droite bourgeoise ne font
529 preuve d'aucun humanisme. Sur la base d'une vision du monde xénophobe et
530 raciste, iels décident de qui a le droit ou non d'être traité·e avec dignité

531 selon son origine et son statut économique. Iels veulent investir aussi peu
532 d'argent que possible dans l'asile et exclure au maximum les personnes
533 concernées de l'espace public.
534 La dynamique de privatisation des services publics touche également le domaine
535 de l'asile. L'accompagnement est avant tout vu comme un enjeu de sécurité et des
536 entreprises privées de sécurité comme Securitas ou d'autres entreprises privées
537 comme ORS sont responsables de la gestion des hébergements. Le personnel de
538 sécurité n'est pas ou mal formé pour le travail avec des personnes traumatisées
539 et ne remplit pas la fonction dont les réfugié·es auraient besoin. En
540 particulier, les personnes FINTA (femmes, personnes inter, trans et agenres) ne
541 sont pas protégées. Les violences envers les réfugié·es ne sont pas des cas
542 isolés mais bel et bien structurelles.
543 Nous exigeons des investissements supplémentaires massifs dans le domaine de
544 l'asile, en faveur des réfugié·es. L'État doit prendre en charge la gestion des
545 hébergements et des centres d'asile et employer du personnel qualifié pour
546 soutenir les réfugié·es. Les hébergements doivent disposer de suffisamment de
547 place pour une vie humaine avec de la lumière du jour, des espaces privés, une
548 bonne hygiène et des possibilités de s'isoler.

549 **Sous-thème 1 : Combattre les causes de migration forcée de**
550 **manière sérieuse**

551 Pour justifier leur refus d'accueillir les réfugié·es en Suisse, les partis du
552 centre et de la droite répètent à l'envi qu'il faudrait plutôt aider les gens
553 sur place. Avec des solutions allant de l'engagement humanitaire aux camps de
554 réfugié·es en Afrique, iels veulent empêcher les gens de venir trouver refuge en
555 Europe et cherchent à justifier leur propre politique anti-droits humains. Iels
556 font cependant totalement abstraction des causes systémiques de la migration,
557 dont le « Nord global » est responsable.
558 La logique du système veut que, pour que les riches puissent être riches, les
559 pauvres doivent être pauvres. Pour échapper à cette pauvreté, de nombreuses
560 personnes sont forcées de suivre les flux de capitaux et d'aller là où ceux-ci
561 s'accumulent en raison du système économique capitaliste.
562 S'ajoute à cela la dimension impérialiste du capitalisme ; pour permettre au
563 système la croissance sans laquelle il ne peut fonctionner, l'ouverture de
564 nouveaux marchés pour écouler sa production est sans cesse nécessaire. Dans
565 cette optique, les puissances capitalistes ne reculent pas même devant des
566 conflits armés. Même pour des pays comme la Suisse qui ne sont pas directement
567 impliqués dans ces guerres, celles-ci sont lucratives, par exemple grâce aux
568 profits qu'ils tirent des exportations de matériel de guerre.
569 De plus, la croissance économique est directement liée à une plus forte
570 consommation énergétique et à davantage d'émissions de gaz à effet de serre. Les
571 conséquences de la crise climatique, mais aussi de la surpêche et de
572 l'accaparement des terres sape les bases existentielles de millions de

573 personnes, si bien que la migration devient leur unique solution pour se sortir
574 de leur misère.
575 C'est pourquoi nous revendiquons un système fiscal solidaire à l'échelle
576 internationale qui mettrait fin à la course au dumping fiscal et à la fuite des
577 capitaux. Les multinationales doivent être mises au pas et tenues pour
578 responsables de la misère qu'elles engendrent ou dont elles profitent. Par
579 ailleurs, nous exigeons une interdiction des exportations et du financement de
580 matériel de guerre.

581 **Sous-thème 2 : De l'aide au lieu de la violence aux** 582 **frontières extérieures de l'UE**

583 Les pushbacks illégaux, c'est-à-dire le refoulement violent et sans aucune
584 procédure ou examen sérieux de leur motifs de fuite de réfugié·es cherchant un
585 endroit sûr où vivre, font partie du quotidien de l'agence européenne de garde-
586 frontières Frontex. Ces agissements sont légitimés par des affirmations racistes
587 qui présentent les réfugié·es comme un « problème de sécurité pour l'Europe ».
588 Les réfugié·es sont refoulé·es violemment aux frontières ou abandonné·es à leur
589 sort en pleine mer. En conséquence de cela, au moins 44 000 personnes ont perdu
590 la vie depuis 1993, bien que le chiffre exact soit difficile à évaluer en raison
591 de nombreux décès non déclarés. Frontex est le symbole de cette forteresse
592 Europe qui tue.

593 C'est pourquoi nous exigeons l'abolition immédiate de Frontex et la mise en
594 place d'un soutien adapté aux réfugié·es dans une situation précaire à la place
595 de ses agissements.

596 À long terme, nous voulons un monde dans lequel personne n'est forcé·e de fuir
597 et où la migration n'est que volontaire. Dans notre société actuelle, les
598 droits, les conditions de vie et les chances dépendent du lieu de naissance,
599 bien que lui-même ressorte du hasard. Les frontières servent à légitimer les
600 inégalités et à diviser les travailleuse·eurs. Aujourd'hui, les discours
601 nationalistes servent à faire distraction des véritables racines des problèmes.
602 Ainsi, en utilisant comme boucs émissaires les personnes vivant de l'autre côté
603 du rideau fictif que sont les frontières, le système actuel fait obstacle à une
604 organisation des travailleuse·eurs au-delà des frontières nationales. La lutte
605 pour la liberté de mouvement et la lutte des classes sont donc inséparables de
606 la lutte contre les idéologies nationalistes. Il est dès lors clair pour la
607 gauche que toutes les formes de frontières et les lois qui les imposent doivent
608 être combattues. Une utopie de gauche ne peut être qu'antinationaliste.
609 C'est pourquoi nous exigeons à long terme l'abolition de toutes les frontières
610 et le dépassement du concept d'État-nation.

611 **Sous-thème 3 : Sécuriser les voies migratoires**

612 En raison de l'absence de voies migratoires officielles et légales, les
613 réfugié·es sont poussé·es dans l'illégalité et obligé·es à se mettre en danger.
614 La situation est particulièrement précaire dans la mer Méditerranée. L'UE et les
615 pays méditerranéens ont simultanément mis fin au sauvetage en mer, arguant que
616 ce serait un facteur d'attraction – un argument qui a été démenti à de
617 nombreuses reprises. En conséquence, les décès ont pris l'ascenseur de manière
618 dramatique. Rien qu'en 2022, les registres officiels recensent la mort de près
619 de 2000 personnes en mer Méditerranée, chiffre en dessous de la réalité en
620 raison des décès non répertoriés. La criminalisation croissante des ONG
621 pratiquant le sauvetage en mer risque d'empirer encore la situation et de
622 condamner des milliers de personnes innocentes supplémentaires à la mort dans
623 les eaux de la Méditerranée.
624 C'est pourquoi nous exigeons la décriminalisation complète des sauvetages en mer
625 privés et la mise en place immédiate d'une mission de sauvetage étatique en mer
626 Méditerranée. De plus, pour rendre la migration sûre, nous exigeons
627 l'introduction de la possibilité de demander l'asile dans les ambassades des
628 États suisse et de l'UE.

629 **Sous-thème 4 : Mettre fin aux pratiques d'accueil** 630 **socialement injustes**

631 Le type de permis de séjour détermine le bien-être des migrant·es en Suisse. Il
632 existe aujourd'hui pas moins de huit types différents de permis de séjour pour
633 les personnes sans la nationalité suisse. Certains permis de séjour sont
634 particulièrement problématiques ; ainsi, l'injuste « admission à titre
635 provisoire » est avant tout octroyée aux réfugié·es issus de régions en guerre
636 ou en crise qui font l'objet d'une décision de renvoi mais dont le renvoi serait
637 illicite, inexigible ou matériellement impossible. Cette autorisation de séjour
638 suggère un accueil à court terme, ce qui rend la situation des personnes
639 concernées extrêmement difficile, en particulier lors de la recherche d'un
640 emploi ou d'un logement. Ces personnes ne sont pas reconnu·es comme réfugié·es
641 et elles sont sans cesse confrontées au danger d'être renvoyées.
642 Pourtant, la Confédération a prouvé dans le cadre de la guerre en Ukraine qu'il
643 serait possible de faire les choses autrement. Ainsi, les Ukrainien·nes ont reçu
644 un permis S, désignant les personnes à protéger. Celui-ci permet aux personnes
645 fuyant un conflit armé d'obtenir rapidement un droit de séjour provisoire en
646 Suisse ainsi qu'un droit au regroupement familial sans avoir besoin de passer
647 par une procédure d'asile ordinaire. Cette procédure serait tout à fait possible
648 dans le cadre d'autres guerres ou crises, mais n'a jamais été utilisée.
649 Comme les personnes issues de régions en proie à des conflits ont un besoin tout
650 particulier de protection, nous exigeons une abolition de l'admission à titre
651 provisoire et l'activation du statut de protection S pour toute région en proie
652 à des crises ou à des guerres.

653 **Sous-thème 5 : Arrêter les renvois**

654 Les renvois forcés pratiqués en Suisse sont tout simplement inhumains. Les
655 personnes qui sont illégales aux yeux du droit suisse peuvent être renvoyées en
656 tout temps. À plusieurs reprises, des personnes sont décédées dans le cadre de
657 leur détention en vue de renvoi ou suite à leur renvoi dans le pays d'où elles
658 ont fui.

659 Toutefois, ce ne sont pas seulement les renvois dans les pays d'où les personnes
660 ont fui qui sont problématiques, mais aussi et surtout les renvois dans les «
661 États tiers sûrs » – concept qui met les réfugié·es en danger et donne lieu à
662 des violations systématiques des droits humains. Les pays européens, dont la
663 Suisse, ont établi une liste (avec tous les pays de l'UE et certains pays hors-
664 UE définis) désignant certains pays comme « sûrs » et y renvoyant les
665 requérant·es d'asile qui sont passés par leur territoire sans même ouvrir de
666 procédure d'asile. Or, en Grèce par exemple, aucun service de base n'est fourni,
667 la situation dans les centres d'asile et de détention est tout simplement
668 inhumaine et l'accès à des procédures d'asile fait défaut. D'autres pays, tels
669 que la Hongrie ou la Bulgarie, violent régulièrement les droits humains des
670 réfugié·es et négligent leur mission de protection mais sont tout de même
671 classés comme États « sûrs ».

672 Plus de positions et d'informations sur ce thème :

- 673 • [En finir avec Triton et sauver des vies](#)
- 674 • [Pas de discrimination et de quota – sans compromis !](#)
- 675 • [Non au financement des pushbacks ! Personne n'est illégal·e !](#)
- 676 • [No Borders – no Nations](#)
- 677 • [Plan de mesures migration](#)
- 678 • [Soutien plutôt que criminalisation de l'aide d'urgence aux frontières](#)
- 679 [extérieures de l'Europe !](#)

680 **D: Pour le tournant féministe !**

681 Les revendications féministes fondamentales sont étroitement liées à diverses
682 sphères politiques. Il ne suffit pas de les considérer isolément : il convient
683 de les intégrer de manière intersectionnelle dans les analyses politiques.
684 Ainsi, l'économie féministe ne se contente pas d'éclairer certains aspects

685 secondaires négligés des théories économiques classiques, mais permet, grâce à
686 des perspectives critiques et féministes, des analyses plus précises de
687 questions économiques pertinentes pour l'ensemble de la société. Les structures
688 sociales et de pouvoir dominantes, comme le capitalisme et le patriarcat,
689 s'alimentent mutuellement. Le système économique capitaliste ne pourrait pas
690 fonctionner sans les innombrables heures de travail du care non rémunéré, qui
691 sont en grande partie effectuées par des personnes FLINTA. Le capitalisme fait
692 croire, par le biais du patriarcat, que le travail du care, comme la garde des
693 enfants, les soins aux malades ou la préparation des repas, est effectué par
694 amour par des personnes FLINTA et ne doit donc pas être rémunéré, ou alors très
695 peu. Le patriarcat est à son tour renforcé par le capitalisme (par ex. par la
696 discrimination salariale ou les stéréotypes de genre qui reproduisent les
697 rapports de pouvoir en vigueur). Tout comme le capitalisme, le patriarcat est un
698 système qui sert à maintenir le pouvoir de quelques uns au détriment du plus
699 grand nombre. La discrimination, la violence et l'oppression structurelle des
700 personnes FLINTA sont l'expression des structures de pouvoir patriarcales et
701 capitalistes dominantes.
702 Le capitalisme et le patriarcat doivent donc être combattus ensemble. Un
703 féminisme intersectionnel défie les structures de pouvoir patriarcales
704 dominantes, reconnaît l'existence de diverses formes de discrimination liées
705 entre elles et les combat.
706 Nos revendications mettent en évidence les perspectives féministes et les
707 besoins d'action dans les domaines sociaux les plus divers.

708
709 **Revendication 1: Garantir les droits à l'avortement et à**
710 **l'autodétermination physique !**

711 Le droit à l'autodétermination physique est l'une des avancées féministes les
712 plus importantes. Il comprend l'accès à des offres de conseil et de soutien
713 ouvertes aux femmes enceintes et la garantie d'une interruption de grossesse
714 sûre et autodéterminée.
715 Ces dernières années, ce droit a toutefois été de plus en plus remis en question
716 et attaqué par les milieux conservateurs et fondamentalistes de droite. Tant au
717 niveau international qu'en Suisse, des efforts sont faits pour restreindre les
718 droits à l'avortement. La JS Suisse combat de telles attaques : le droit à
719 l'autodétermination physique n'est pas négociable.
720 Aujourd'hui, en Suisse, les avortements sont régis par le code pénal, sont
721 considérés comme illégaux et ne sont dépénalisés que sous certaines conditions.
722 L'avortement volontaire ne doit pas figurer dans le code pénal, mais être
723 garanti comme droit constitutionnel. Nous exigeons que le droit à
724 l'autodétermination physique, en particulier le droit à l'interruption
725 volontaire de grossesse, soit ancré dans la Constitution fédérale.

726 De plus, il est essentiel de garantir de d'élargir l'accès à un conseil
727 professionnel et neutre ainsi qu'à des prestations dans le domaine de la santé
728 sexuelle. L'autodétermination physique inclut également celle des personnes
729 trans. Par exemple, l'accès à l'hormonothérapie et aux interventions de
730 réassignation sexuelle doit être facilité pour les personnes trans qui le
731 souhaitent. Il ne faut pas que l'arbitraire des caisses d'assurance maladie se
732 poursuive ! Il faut au contraire une obligation générale de prise en charge
733 complète des coûts et l'abolition des obstacles humiliants auxquels sont
734 confrontées aujourd'hui de nombreuses personnes trans. Pour cela, il est
735 nécessaire d'augmenter les moyens financiers alloués aux centres de santé
736 sexuelle et d'établir des critères officiels pour les centres de conseil,
737 garantissant un conseil et un soutien professionnels, sans préjugés.

738 **Revendication 2: Des pensions plus élevées et une prévoyance** 739 **vieillesse féministe - pension populaire maintenant !**

740 Le système de retraite est un élément central de notre État social et doit
741 garantir une vie digne dans la vieillesse. Mais le système actuel ne répond pas
742 à cet objectif.

743 La pauvreté des personnes âgées est une réalité amère pour de nombreuses
744 personnes en Suisse. Elle touche en particulier les personnes qui ont travaillé
745 dans des secteurs à bas salaires ou à temps partiel. Les femmes représentent 2/3
746 des personnes touchées par la pauvreté des personnes âgées, et sont donc plus
747 touchées que la moyenne. Outre l'inégalité salariale et les secteurs féminins
748 sous-payés, cela s'explique en premier lieu par le fait que de nombreuses femmes
749 ont effectué pendant des années un travail du care non rémunéré. Élever des
750 enfants, soigner des proches, s'occuper du ménage - ce travail est précieux et
751 central pour le bon fonctionnement de la société. Mais il est loin d'être
752 suffisamment reconnu dans le système de retraite actuel et cela doit changer.
753 Nous demandons un renforcement de l'AVS par la reconnaissance financière du
754 travail de care non rémunéré et l'abolition des 2e et 3e piliers, qui favorisent
755 l'injustice sociale. En lieu et place, il faut introduire une retraite populaire
756 qui valorise également le travail du care non rémunéré et qui permette de vivre
757 dignement à la retraite.

758 **Revendication 3 : Pour une semaine de 25 heures !**

759 Pour une grande partie de la population, il ne reste que peu de temps à côté du
760 travail rémunéré pour assumer diverses autres obligations. Les activités de care
761 classiques non rémunérées telles que la cuisine, les courses, le nettoyage et la
762 lessive prennent beaucoup de temps et le travail d'assistance et d'éducation est
763 difficilement compatible avec un emploi à plein temps. Les structures actuelles

764 du travail salarié, comme la semaine de 42 heures, ne sont pas axées sur les
765 besoins des personnes, mais sur le fait que, dans une famille traditionnelle,
766 pratiquement tout le travail du care est effectué par la femme sans rémunération
767 et que la famille vit du salaire de l'homme. Cette conception était et reste
768 exploitante et nuit à la santé des salarié·es. Par le passé déjà, de nombreuses
769 familles ne pouvaient pas vivre d'un seul revenu salarial ; avec les salaires
770 réels d'aujourd'hui, cela n'est pas une option pour beaucoup de ménages, et une
771 grande partie des femmes exercent également un travail salarié. Mais la charge
772 du travail de care existe toujours - la double charge du travail du care
773 rémunéré et non rémunéré se renforce donc pour de nombreuses femmes. Celles qui
774 en ont les moyens sous-traitent une partie des tâches ménagères et des soins,
775 généralement à d'autres personnes FLINTA moins privilégiées.
776 Cette situation est particulièrement choquante, étant donné que la société est
777 de plus en plus productive et efficace. Malgré cela, la charge de travail de la
778 population active ne diminue pas. Pourtant, il serait aujourd'hui possible
779 d'introduire sans problème une semaine de travail de 25 heures de travail
780 rémunéré. Mais pour cela, il faut que les gains de productivité soient utilisés
781 pour le bien de l'ensemble de la population et que les personnes soient placées
782 au centre de l'économie - et non le profit de quelques-uns. Nous voulons une
783 société dans laquelle nous avons du temps pour nos proches, notre engagement et
784 nous-mêmes, et pas seulement pour nos employeuse·eurs. La semaine de 25 heures
785 rompt avec l'obligation de maximisation et donne au travail du care la place,
786 l'importance et le temps qu'il mérite. Elle permet également d'avoir plus de
787 temps pour le travail du care, comme le travail domestique et la garde des
788 enfants, et de le répartir plus équitablement.

789

790 **Sous-thème 1 : Lutter efficacement contre les violences** 791 **patriarcales et la discrimination!**

792 Pratiquement toutes les personnes FLINTA subissent des formes de violence
793 sexualisée au cours de leur vie. Il s'agit entre autres du harcèlement sexuel,
794 de la violence sexiste et de la violence domestique. Il s'agit d'un problème
795 structurel qui doit être combattu à différents niveaux. En plus du travail de
796 prévention et d'éducation, il est également nécessaire de développer massivement
797 les offres de protection, de conseil et de soutien pour les personnes de toutes
798 les identités de genre. L'offre d'hébergement pour les personnes touchées par la
799 violence domestique et patriarcale doit être davantage subventionnée et
800 développée. Aujourd'hui, des personnes se voient régulièrement refuser l'accès
801 aux refuges pour femmes et aux maisons d'accueil par manque de place et de
802 ressources – cette situation n'est pas tenable et est contraire à la Convention
803 d'Istanbul. Nous exigeons une augmentation massive du nombre de places et de
804 ressources pour les maisons d'accueil et les offres de soutien pour les victimes
805 de violences sexuelles, afin de permettre une aide gratuite, compétente et

806 rapide. Ces refuges doivent être accessibles à toutes les personnes opprimées
807 par le patriarcat, aux femmes et en particulier aux personnes TINA (personnes
808 trans, inter, non binaires et agenres). Les personnes TINA n'ont aujourd'hui
809 souvent à disposition que des possibilités de soutien insuffisantes - il faut
810 s'assurer qu'elles reçoivent un soutien approprié.

811 Les formes de discrimination patriarcale s'expriment dans différentes sphères de
812 la société, y compris dans la vie professionnelle. En Suisse, la majorité des
813 femmes subissent du harcèlement sexuel sur leur lieu de travail au cours de leur
814 vie. Les personnes trans sont également régulièrement exposées à des expériences
815 de discrimination sur le lieu de travail en raison de leur identité de genre,
816 contre lesquelles le droit en vigueur et les structures sociales ne les
817 protègent pas, car l'identité de genre n'est pas couverte par la norme
818 antidiscriminatoire. Nous demandons des mesures de prévention pour lutter contre
819 le harcèlement sexuel sur le lieu de travail et une protection conséquente
820 contre la discrimination qui protège les personnes FLINTA et en particulier les
821 personnes trans contre la discrimination et le licenciement arbitraire sur le
822 lieu de travail.

823 **Sous-thème 2 : Une éducation moderne et inclusive**

824 L'éducation est l'un des moyens les plus efficaces pour les enfants et les
825 adultes de devenir des personnes autonomes et empathiques. Elle devrait
826 constituer une partie importante du travail de prévention visant à démanteler
827 les structures patriarcales. Pour répondre à cette exigence, l'éducation doit
828 être adaptée en permanence et prendre en compte les réalités de vie des
829 personnes. Nous demandons une éducation à la santé sexuelle non discriminatoire
830 et universelle. L'éducation ne doit pas être axée sur le système binaire des
831 genres et des sexes ! Les cours d'éducation sexuelle doivent montrer la réalité
832 de la diversité des genres et des sexes. L'intersexualité et les identités trans
833 doivent être abordées ouvertement et sans préjugés. De même, la formation du
834 personnel médical spécialisé doit supprimer l'accent mis sur la binarité et
835 aborder les sujets de l'intersexualité et des identités trans. Dans le cadre des
836 cours d'éducation sexuelle, les élèves doivent être sensibilisés au fait que
837 chaque personne a le droit de fixer ses propres limites et que les actes sexuels
838 ne peuvent avoir lieu qu'avec le consentement de toutes les personnes
839 concernées. Pour lutter contre la violence sexuelle, il est essentiel d'aborder
840 le sujet de manière sensible et ouverte. L'éducation a un grand potentiel de
841 prévention dans ce domaine. Outre le fait de thématiser le consentement, les
842 élèves et les apprenti·es doivent également être informé·es de manière proactive
843 de leurs droits et des offres de conseil existantes. Ces informations et offres
844 de soutien doivent également être rendues visibles et accessibles à l'ensemble
845 de la société.

846

847

Sous-thème 3 : Protection contre la discrimination et autodétermination médicale

848

849

Les structures de discrimination patriarcales existent également dans le domaine de la médecine. On y trouve une forme d'interprétation de l'androcentrisme, une vision qui considère les hommes comme la norme et la référence. Un système de genre patriarcal et binaire prédomine également. Cela conduit entre autres à la pathologisation des identités et des corps trans et à l'existence d'un « gender data gap » (manque de données liées au genre) qui fait que les symptômes des maladies ou les effets de certains médicaments sur les femmes ne sont pas suffisamment étudiés. Il est nécessaire d'élargir la recherche médicale dans le domaine de la médecine de genre afin de combler ces lacunes. Les personnes intersexes sont également fortement menacées dans leur autodétermination. Des opérations de changement de sexe sur des bébés intersexes sont encore entreprises aujourd'hui, bien que dans la plupart des cas, il n'y ait aucune nécessité médicale. Ces opérations, qui ne peuvent pas être effectuées avec le consentement des personnes concernées lorsqu'elles sont encore des nourrissons ou des enfants en bas âge, entraînent souvent de graves conséquences. Nous demandons l'interdiction des opérations de changement de sexe sur les bébés intersexes ainsi que des conseils de spécialistes. Les personnes intersexes doivent avoir accès, à leur demande, à des traitements médicaux qui doivent être entièrement pris en charge par l'assurance maladie.

867

868

Sous-thème 4 : Egalité salariale, salaire minimum national de 5000.- et amélioration des conditions de travail !

869

870

L'égalité salariale est certes inscrite dans la Constitution, mais les chiffres montrent que nous en sommes encore loin dans la réalité. Les personnes FLINTA gagnent à ce jour près d'un cinquième de moins que les hommes et en moyenne 19,5% de moins par heure de travail. Une partie des facteurs à l'origine de l'inégalité salariale sont qualifiés de « facteurs explicables ». Parmi eux, la position professionnelle, la formation et le secteur d'activité. Mais les facteurs explicables reposent également sur le désavantage historique et la discrimination économique des personnes FLINTA. Le désavantage historique comprend notamment le fait que les professions qui, traditionnellement, sont surtout exercées par des personnes FLINTA, sont moins bien rémunérées et peu organisées sur le plan syndical. Cela complique énormément la lutte contre les mauvaises conditions de travail dans ces professions et branches. Des améliorations concrètes des conditions de travail et des salaires plus élevés sont donc nécessaires, en particulier dans ces branches, comme les soins, l'assistance et la restauration. Selon l'Office fédéral de la statistique, environ 2/3 des travailleuse.s à bas salaire sont des femmes. Nous demandons

885

886 l'introduction d'un salaire minimum national interprofessionnel de 5000 francs.
887 Nous demandons en outre des mesures efficaces pour atteindre l'égalité
888 salariale, notamment des contrôles systématiques des salaires, la transparence
889 des salaires et des contrôles de la discrimination salariale.

890 **Sous-thème 5 : Développer les structures sociales du care**

891 Le travail du care est un travail central pour le bon fonctionnement de la
892 société. En plus d'une réduction du temps de travail permettant d'investir
893 davantage de temps dans le travail du care, il est également nécessaire de
894 développer et de renforcer les structures du care dans l'ensemble de la société.
895 Le travail du care doit également être considéré comme une partie du service
896 public - des structures gratuites de garde d'enfants ainsi qu'un système de
897 santé développé soulagent également les personnes qui fournissent dans le cadre
898 privé une grande partie du travail d'assistance et de soins non rémunéré. Des
899 projets tels que l'habitat intergénérationnel peuvent également contribuer à ce
900 que les structures du care et le travail à fournir soient organisés de manière
901 plus collective et répartis plus équitablement. Aujourd'hui, les professions du
902 secteur du care, par exemple les soins ou la garde d'enfants, sont souvent
903 soumises à des conditions de travail précaires. Nous demandons que la partie du
904 travail de care qui est organisée dans le secteur formel soit également
905 valorisée et rémunérée de manière appropriée. Pour cela, il faut investir
906 massivement dans le système de santé, les structures d'accueil et la formation
907 de personnel qualifié. Pour que le travail du care soit valorisé et rendu
908 visible, il doit également être intégré dans notre représentation et notre
909 recherche économique. Nous demandons à cet égard des chaires et des ressources
910 dans les hautes écoles ainsi que la saisie statistique du travail du care
911 rémunéré et non rémunéré et son intégration dans le produit intérieur brut.

- 912 • [Papier de position sur le travail du care](#)
- 913 • [Autodétermination sexuelle sans compromis pour toutes et tous !](#)
- 914 • [En suisse et partout dans le monde, pas de réforme des retraites sur le](#)
915 [dos de 99%](#)
- 916 • [Non à la réforme de l'AVS sur le dos des 99%](#)
- 917 • [Continuons à défendre le droit à l'interruption de grossesse !](#)